

BOUTEFLIKA DEMAIN À TLEMCCEN

Coup de starter de la précampagne présidentielle

Abdelaziz Bouteflika entame, demain, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tlemcen. Lors de cette visite, consacrée officiellement à l'ouverture de l'année universitaire, le chef de l'Etat devrait lancer la précampagne pour la présidentielle de 2009.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Voilà près de trois ans que Bouteflika ne s'est pas rendu dans la wilaya de Tlemcen. La dernière visite dans sa région natale date de juin 2005.

Depuis, sa venue a été annoncée à maintes reprises pour être finalement annulée. L'ouverture officielle de l'année universitaire est le fait marquant de cette visite de travail et d'inspection.

Cette cérémonie devrait se dérouler dans le nouveau pôle universitaire de Mansourah. Le programme comprend également une série de projets à inspecter et à inaugurer, dont les centres anticancéreux et ophtalmologique construits en partenariat avec les Cubains, la nouvelle ville de Boujlida ou encore le complexe touristique de Lalla Seti. Mais à quelques jours de l'annonce de la révision de la Constitution — «événement» qui serait prévu pour la der-

nière semaine du mois d'octobre —, Bouteflika pourrait profiter de cette tournée dans sa région pour entamer sa précampagne pour la présidentielle.

Il est vrai que le premier coup de starter avait été donné lors de la visite de Bouteflika à Tamanrasset en décembre 2007.

C'est à partir de cette wilaya du sud du pays qu'avaient été lues les premières mentions l'appelant à se présenter en 2009. Mais depuis, ce «mouvement» s'était quelque peu essoufflé.

Tlemcen vient donc à point nommé pour relancer la machine. «Le président de la République devrait rencontrer les principales personnalités de la région.

Il est notamment attendu à Maghnia et Nedroma, qui, avec Tlemcen, sont considérées comme les pôles les plus influents.

Mais contrairement aux autres wilayas, le mouvement de soutien n'est pas mené par

des associations ou des partis politiques mais plutôt par les confréries religieuses, à l'instar de la zaouïa Belkaïd de Tlemcen et de la zaouïa de Hadj Mansour de Nedroma.

En guise de récompense, les pouvoirs publics ont décidé d'élever Tlemcen au statut de capitale islamique en 2011», a indiqué, hier, un notable de la région qui a requis l'anonymat.

Selon lui, les relais de Bouteflika ont mis en œuvre d'importants moyens pour l'accueillir demain. «Les personnalités chargées du soutien du président de la République auront fort à faire durant cette visite. Ils s'emploieront à faire oublier l'épisode de la campagne présidentielle de 2004, lorsque la population de Tlemcen avait accueilli en grande pompe le candidat Ali Benflis, principal adversaire de Bouteflika», note notre interlocuteur.

Il est vrai qu'aujourd'hui le contexte politique a totalement changé.

Bouteflika est d'ores et déjà donné vainqueur d'une élection à laquelle ne prendra part aucun candidat sérieux.

T. H.

Quatre terroristes abattus à Remchi

Selon des sources concordantes, quatre terroristes ont été abattus par les forces de sécurité dans la localité de Sidi-Ahmed, daïra de Remchi.

Cette opération a été menée par les éléments de l'ANP, dans la soirée de jeudi, aux environs de 22 h, suite à des renseignements ayant permis de localiser ce groupe de terroristes. Les services de sécurité n'ont pas baissé la garde et ce, malgré l'amélioration de la situation sécuritaire.

Les quatre terroristes seraient originaires de la wilaya de Aïn-Témouchent. Leur élimination a permis la récupération d'armes automatiques et d'un véhicule de type Kangoo.

Les opérations de ratissage au niveau des maquis ont obligé les groupes terroristes à réduire leur présence et à changer de lieu pour échapper à la traque des forces de sécurité.

Rappelons que les derniers groupes terroristes dangereux qui sévissaient dans la région ont été éliminés à Djebel Asfour, il y a plus de deux ans.

DES DÉPUTÉS CRÉENT UN GROUPE PARLEMENTAIRE PARALLÈLE

Le MSP s'enlise dans la crise

Les contestataires de Soltani reviennent à la charge. La fronde que le président du MSP a tenté de circonscire s'est déplacée vers l'Assemblée populaire nationale (APN). Une trentaine de députés, à leur tête Menasra, viennent d'annoncer leur dissidence en créant un groupe parlementaire parallèle à celui existant déjà.

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - Ce groupe dénommé «instance de coordination» aurait été créé suite aux instructions écrites envoyées par le numéro un de la formation aux députés relatives au vote de la loi de finances. Une attitude qui n'a pas été du

goût des parlementaires dissidents et qui n'a fait qu'exacerber les tensions entre Soltani et les frondeurs.

Une tension qui remonte au quatrième congrès durant lequel partisans et adversaires de Soltani, mettant de côté toute rete-

nue, avaient affiché ouvertement leurs divergences. En avril dernier, dans une tentative de déstabiliser le président du mouvement, ses adversaires avaient fait un forcing pour entériner au niveau du conseil consultatif une proposition de désignation du président du parti par le Madjliss Echoura.

Une proposition que les pro-Aboudjerra avaient rejetée en bloc, soutenant qu'elle était irrecevable.

Sur un autre registre, le congrès avait retenu la proposition d'interdiction de cumul de fonctions, partisans ou officielles, pour les membres de la direction du parti. Une proposition qui visait directement Soltani, désigné ministre d'Etat.

Ce dernier, qui avait réussi à passer le cap du congrès, avait, à l'époque crié, victoire. Pour tenter de calmer les contestataires, il avait promis de se consacrer «uniquement» au parti.

Une promesse qui n'a pas réussi à faire revenir la sérénité au sein du parti. Pire encore, les déclarations de guerre se sont poursuivies. Le conflit entre les deux protagonistes a dépassé le strict cadre du parti

pour être étalé sur la place publique. La discipline, qu'on dit légendaire au niveau des partis islamistes, a volé en éclats. Refusant d'assister à ce déballage, Soltani avait menacé de faire passer tous ses adversaires en conseil de discipline.

Des menaces qui n'ont pas eu l'effet escompté puisque à l'occasion du renouvellement des instances au niveau local, les partisans de Menasra ont, encore une fois, fait de la résistance.

Vingt et un présidents de bureau de wilaya, tous partisans de Menasra, sont montés au créneau pour dénoncer l'opération de renouvellement des instances qui fait fi, selon eux, des dispositions du règlement intérieur du mouvement.

Une attitude qui a poussé Soltani à dire que ceux qui s'opposent au renouvellement des instances veulent paralyser le parti.

Et d'ajouter que ceux qui orchestrent la résistance risquaient de passer par le conseil de discipline également. C'est dire qu'entre les deux parties, le courant ne passe définitivement plus.

N. I.

CENTRE DE PRÉPARATION

DES ÉQUIPES NATIONALES DE TIKJDA

Un député du MSP saisit officiellement Djiar

Un député du Mouvement de la société pour la paix (MSP) a adressé une question orale au ministre de la Jeunesse et des Sports à propos du conflit qui oppose son département au Comité olympique algérien. «A combien s'évaluent les fonds attribués par le Trésor public pour la réalisation de cette structure ? Ce centre est placé sous la tutelle de quelle institution ?

Quelles sont les mesures que vous comptez prendre pour relancer ce projet», précise ce parlementaire. Des interrogations auxquelles devra répondre prochainement El-Hachemi Djiar devant les membres de l'Assemblée nationale.

T. H.

CONSEIL NATIONAL DU FFS

Tabou met une corde à son arc

Rien dans l'attitude et l'action du pouvoir ne draine l'assentiment du Front des forces socialistes (FFS). La session ordinaire du conseil national du parti, tenue jeudi et vendredi, a fourni au premier secrétaire national, Karim Tabou, l'opportunité d'en faire le rappel.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Mimant la façon de communiquer de Hocine Aït-Ahmed, Karim Tabou s'est rendu l'auteur d'une contribution écrite lue devant les membres du conseil national. Une contribution qui a structuré, tel un propos liminaire, une somme d'appréciations valablement critiques des actions et attitudes du pouvoir. Tabou a ainsi considéré intolérable et impardonnable le silence entretenu autour de

l'élection présidentielle. «Au niveau politique et institutionnel, le pays est réduit à l'impératif de fonctionnement. En matière électorale, c'est la politique de l'encrier. Le chef de l'Etat se tait, ses ministres ont l'impudeur de faire des «projections» post-élection présidentielle. Cette élection serait-elle une formalité ?» a-t-il relevé avant de considérer que «le respect des hommes et des femmes de ce pays aurait voulu qu'à quelques mois de l'échéance présidentielle, les choses soient clarifiées.

La stratégie politique adoptée par les décideurs est une violence faite à la population. Il s'agit d'une faute politique. A ce niveau, une telle légèreté politique est intolérable et impardonnable». Le premier secrétaire national du FFS a enchaîné par une interrogation sur les dernières augmen-

tations salariales dont ont bénéficié les parlementaires. «Les Algériens s'interrogent sur le pourquoi des augmentations de rémunération des députés. D'aucuns pensent qu'il s'agit là d'une vraie opération de troc politique.

D'autres estiment que l'intention de cette opération vise le discrédit du politique. Dans les deux cas, le système continue de gérer le pays par la ruse, la corruption et l'octroi.»

Le pouvoir a trouvé en Tabou un contradicteur sur également la question de la crise financière internationale que l'expression officielle a estimée sans impact aucun sur l'économie nationale. «Les Algériennes et les Algériens sont préoccupés par la crise qui secoue le système financier international. Une situation qui aura des conséquences inévitables sur le pays. Les propos

rassurants de nos responsables ne rassurent personne. L'absence d'un vrai débat sur la question ne fait qu'augmenter les incertitudes.

De même que la méconnaissance du public de la stratégie financière arrêtée par les autorités du pays. Que faut-il faire ? Que ne faut-il pas faire ? » Le premier secrétaire national du FFS s'est intéressé également aux populations victimes des dernières intempéries à Ghardaïa et ailleurs. Pour Tabou, l'Etat n'a aucune politique de prévention. «Une fois de plus, on ne peut que regretter l'impréparation de l'Etat à affronter les situations de risques majeurs et déplorer l'absence de vraies politiques de prévention et de secours. Les signaux d'alerte n'ont pourtant pas manqué.»

S. A. I.